

| Mars |
| März |

Journal de la Fédération Fribourgeoise des Entrepreneurs
Zeitung des Freiburgischen Baumeisterverbandes 41

Année - Jahre 2013

LA FÉDÉRATION FÊTE SON 75E ANNIVERSAIRE LE 8 MAI

DER VERBAND FEIERT AM 8. MAI SEINEN 75. GEBURTSTAG

SOMMAIRE

Editorial - Leitartikel	2
Message du Président	3
Changement au sein de la Fédération	3
Botschaft des Präsidenten	4
Wechsel beim FBV	4
Un pont provisoire qui irrite	5
Centralisation des activités de la FFE	5
Eine provisorische Brücke die irritiert	6
Nouveaux diplômés	6
Zentralisierung der Tätigkeiten	7
Osez le permis F	8
Wagen etwas zu tun - Ausweis F	9
Sous-traitance, le point	10
Subunternehmer, der Punkt	11
Start ! 2013, un succès	11



EDITORIAL

Il y a des dossiers qui fâchent parfois notre association. Et comme par hasard, c'est l'année du 75e anniversaire que ceux-ci sortent du bois, comme des cadeaux empoisonnés. Il y a tout d'abord les conditions d'exécution pour la pose de revêtements phono absorbants, conditions fixées par le Service des ponts et chaussées du canton de Fribourg. Celles-ci vont largement au delà des exigences normatives. La Fédération, pour la première fois de son existence, a déposé un recours auprès du Tribunal cantonal contre la publication d'appel d'offres. Verdict dans quelques mois pour savoir s'il y a, dans ce cas, abus de position dominante du Maître d'ouvrage !

Un autre dossier crée le « buzz », pour employer un terme à la mode auprès de nos jeunes. Après le pont de la Poya, c'est celui d'Autigny, sur la Glâne, qui fait parler de lui. Un Conseil communal, avec le soutien de sa population, est irrité de voir un pont fermé plusieurs mois pour permettre son remplacement. Notre association a confirmé au Maître d'ouvrage, le canton de Fribourg, suite à sa demande, que retirer de l'appel d'offres la construction d'un pont provisoire pour confier sa réalisation à l'armée était bel et bien une concurrence inacceptable pour les entrepreneurs. Et maintenant, la Fédération est accusée de manque de pragmatisme, de faire peu cas de la problématique des riverains. Visiblement, dans la réflexion, les personnes qui s'expriment oublient la protection de l'emploi qui est aussi une tâche associative patronale !

Enfin, la modification de la loi sur l'aménagement du territoire, acceptée par le peuple suisse le 3 mars dernier, donnera quelques cheveux gris à tous ceux qui devront la faire appliquer par la suite, les communes seront en première ligne. Mais d'abord, notre canton devra préparer une loi d'application qui, vraisemblablement, fera débat au parlement cantonal.



Jean-Daniel Wicht

LEITARTIKEL

Gewisse Akten ärgern manchmal unseren Verband. Und wie durch Zufall kommen diese Akten als unangenehme Überraschungen ausgerechnet im Jahr unseres 75. Jubiläums an den Tag. Da sind einmal die Konditionen beim Einbringen von geräuscharmen Strassenbelägen. Diese Konditionen werden vom Tiefbauamt des Kantons Freiburg festgelegt und gehen wesentlich weiter als die normativen Anforderungen. Der Verband erhab zum ersten Mal seit seiner Gründung beim Kantonsgericht einen Einspruch gegen die Veröffentlichung von Ausschreibungen. Das Urteil wird in ein paar Monaten gefällt. Dann werden wir wissen, ob in diesem Fall ein Missbrauch einer beherrschenden Stellung seitens des Bauherrn vorliegt! Eine weitere Akte sorgt für Aufruhr: nach der Poyabrücke wird nun rege von der Autigny-Brücke über die Glaane gesprochen. So ist ein Gemeinderat mit seiner Bevölkerung verärgert, dass eine Brücke mehrere Monate geschlossen bleibt, um ersetzt zu werden. Auf seine Anfrage hat unser Verband dem Bauherrn, dem Kanton Freiburg, bestätigt, dass die Tatsache, den Bau einer provisorischen Brücke aus der Ausschreibung zu streichen und die Erstellung der Armee zu übergeben, für die Baumeister sehr wohl ein unannehmbarer Wettbewerb ist. Und nun beschuldigt man den Verband, er zeige zu wenig Pragmatismus und trage den Problemen der Anwohner zu wenig Rechnung. Bei dieser Überlegung vergessen diese Leute ganz klar, dass auch die Sicherung der Arbeitsplätze zu den Aufgaben eines Arbeitgeberverbands gehört!

Die am vergangenen 3. März vom Volk angenommene Änderung des Raumplanungsgesetzes wird außerdem allen, die diese Änderung dann umsetzen müssen, gewisse Probleme bereiten. An erster Stelle sind die Gemeinden davon betroffen. Doch zuerst muss unser Kanton nun ein Ausführungsgesetz erarbeiten, das im Kantonsparlament bestimmt einige Gespräche auslösen wird.

Jean-Daniel Wicht

Jean-Daniel Wicht

TOUT POUR LA CONSTRUCTION !

MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION
BOIS, CARRELAGES,
AMÉNAGEMENTS
EXTÉRIEURS.

www.hgc.ch

HGC
COMMERCIALE

HG COMMERCIALE

Villars-sur-Glâne
Petit-Moncor 11
Tél. 026 460 81 60
Fax 026 460 81 69

Sévaz
ZI La Guérète 51
Tél. 026 663 22 44
Fax 026 663 44 33

Chaque mardi soir à
Villars-sur-Glâne
l'exposition est ouverte
jusqu'à 20 h.



MESSAGE DU PRÉSIDENT

75 ans, les noces d'Albâtre

L'albâtre, cette variété de gypse compact et coloré ou très blanc, fut beaucoup utilisé en Egypte du temps des Pharaons pour représenter un dieu ou une déesse.

Cette année anniversaire nous projette dans le monde fabuleux des immenses constructions encore visibles aujourd'hui. Leur exécution reste pour nous encore un grand mystère mais démontre l'art de construire de ces bâtisseurs.



Jean-Luc Schouwey

Les années passent, les buts restent

La Fédération Fribourgeoise des Entrepreneurs fête cette année son 75e anniversaire, mais cette honorable dame reste toujours aussi jeune.

Certes, les années ont passé, le monde de la construction s'est modifié, des entreprises ont disparu et d'autres se sont créées, mais les buts principaux des fondateurs sont restés immuables :

- Une formation de qualité pour nos apprentis et une augmentation des cours pour le perfectionnement continu de notre personnel.
- Un renforcement de la présence de la Fédération Fribourgeoise des Entrepreneurs dans le tissu économique et politique du canton.
- La satisfaction de nos membres et un soutien permanent.
- L'équilibre des intérêts des partenaires sociaux dans un climat de paix du travail.

La pérennité de la fédération durant ces années est le résultat du travail d'hommes de bonne volonté, du patron au collaborateur, d'ici ou d'ailleurs. Avec leurs mains et cette volonté immuable du labeur bien fait, ils ont forgé le visage de la construction fribourgeoise.

Cette volonté a permis le développement du paysage du canton de Fribourg et le bien-être de ses habitants actuels.

Jean-Luc Schouwey

Il y a 75 ans

- Le HC Davos devient champion suisse de hockey sur glace
- L'Italie remporte le championnat du monde de football
- Naissance de Romy Schneider
- Début de la construction de l'Université de Fribourg

Un changement en douceur

Pour trouver un successeur à René Schouwey, une annonce est parue dans les médias fribourgeois la semaine du 18 au 23 mars 2013. En page 7, vous trouvez cette offre d'emploi. La Fédération souhaite engager, dans les meilleurs délais, la personne qui répondra par la suite à toutes les questions concernant les institutions paritaires et le marché du travail. René Schouwey reste, quelques temps encore, le répondant des entrepreneurs fribourgeois.



René Schouwey, secrétaire patronal

CHANGEMENT AU SEIN DE LA FÉDÉRATION

René Schouwey quitte la Fédération Fribourgeoise des Entrepreneurs

Entré au service de la Fédération Fribourgeoise des Entrepreneurs comme secrétaire patronal le 1er janvier 2000, après avoir œuvré au sein du comité, René Schouwey a décidé de donner une nouvelle orientation à sa carrière. Il a remis son congé pour le 31 mai 2013, mais cessera concrètement son activité après avoir introduit son successeur.

René Schouwey a d'abord pris en main et restructuré les institutions paritaires, en étroite collaboration avec les partenaires sociaux, afin de leur donner l'organisation et l'assise financière nécessaires au soutien du secteur principal de la construction dans le canton de Fribourg. Par ailleurs, il a participé au développement des activités de la Fédération Fribourgeoise des Entrepreneurs grâce à ses connaissances techniques. En partenariat avec le Service public de l'emploi, il a contribué au développement de la lutte contre le travail au noir dans notre canton. Aujourd'hui, l'Association Fribourgeoise de Contrôles (AFCo) fonctionne avec 4 équivalents plein temps pour plus de 500 contrôles par année. Plusieurs commissions paritaires du second œuvre ont donné mandat à l'AFCo pour des contrôles sur les chantiers fribourgeois dans le domaine du respect des conditions de travail. Dernier mandat en date, la Suva a confié aux inspecteurs la vérification de la sécurité au travail. René Schouwey s'est toujours montré à l'écoute des membres et non-membres en quête de conseils ou soutien. De plus, son interprétation judicieuse de la CN a permis de régler plusieurs litiges entre employeurs et employés.

La Fédération Fribourgeoise des Entrepreneurs remercie René Schouwey pour son dévouement à la cause de la construction et lui souhaite plein succès dans ses futures activités professionnelles.

Jean-Daniel Wicht

BOTSCHAFT DES PRÄSIDENTEN

75 Jahre, die Alabasterhochzeit

Alabaster ist eine kompakte und farbige oder sehr weisse Gipsart, die zu Zeiten der Pharaonen in Ägypten häufig verwendet wurde, um einen Gott oder eine Göttin darzustellen.

Dieses Jubiläumsjahr bringt uns in die Zeit der riesigen noch heute sichtbaren Bauwerke zurück. Noch heute ist ihre Erstellung für uns ein grosses Rätsel, beweist jedoch die Baukunst dieser Erbauer.

Die Jahre vergehen, die Ziele bleiben

Dieses Jahr feiert der Freiburgische Baumeisterverband seinen 75. Geburtstag und ist immer noch so jung geblieben.

Natürlich sind viele Jahre vergangen, hat sich das Bauwesen verändert, sind Unternehmen verschwunden und andere gegründet worden. Doch die Hauptziele der Begründer sind gleich geblieben.

- Eine qualitativ hochstehende Ausbildung für unsere Lehrlinge und ein grösseres Angebot an Weiterbildungskursen für unser Personal
- Eine verstärkte Präsenz des Freiburgischen Baumeisterverbands im Wirtschaftsgefüge und auf politischer Ebene in unserem Kanton
- Die Zufriedenheit unserer Mitglieder und eine ständige Unterstützung
- Das Gleichgewicht der Interessen der Sozialpartner in einem friedvollen Arbeitsumfeld

Der Fortbestand des Verbands über all die Jahre ist auf die Arbeit von gutwilligen Männern zurückzuführen, vom Chef bis zum Mitarbeiter, von hier und von anderswo. Mit körperlichem Einsatz und ihrem unerschütterlichen Willen, gute Arbeit zu leisten, prägten sie das freiburgische Bauwesen.

Mit diesem Willen konnte die Landschaft des Kantons Freiburg entwickelt werden, was zum Wohlbefinden seiner heutigen Bewohner beiträgt.

Jean-Luc Schouwey

Vor 75 Jahren

- Wurde der HC Davos Schweizermeister im Eishockey
- Gewann Italien die Fussball-Weltmeisterschaft
- Wurde Romy Schneider geboren
- Begann der Bau der Universität von Freiburg

Ein reibungsloser Übergang

Um für René Schouwey einen Nachfolger zu finden, wurde in der Woche vom 18. bis 23. März 2013 in den freiburgischen Medien ein Inserat veröffentlicht. Sie finden dieses Stellenangebot auf Seite 7. Der Verband möchte möglichst bald jemanden anstellen, der dann für alle Fragen im Zusammenhang mit den paritätischen Institutionen und dem Arbeitsmarkt zuständig ist. René Schouwey steht den freiburgischen Baumeistern noch einige Zeit zur Verfügung.



René Schouwey, Verbandssekretär

WECHSEL BEIM FBV

René Schouwey verlässt den Verband

René Schouwey kam am 1. Januar 2000 als Verbandssekretär zum Freiburgischen Baumeisterverband und war auch im Vorstand tätig. Nun hat er beschlossen, sich beruflich neu zu orientieren. Er hat seine Stelle auf den 31. Mai 2013 gekündigt, wird seine Tätigkeit jedoch erst definitiv beenden, nachdem er seinen Nachfolger eingearbeitet hat.

René Schouwey übernahm zuerst die paritätischen Institutionen, die er in enger Zusammenarbeit mit den Sozialpartnern umstrukturierte, um ihnen die zur Unterstützung des Bauhauptgewerbes im Kanton Freiburg notwendige Organisation und finanzielle Grundlage zu geben. Außerdem war er mit seinen technischen und administrativen Kenntnissen auch an der Entwicklung der Tätigkeiten des Freiburgischen Baumeisterverbands beteiligt.

In Partnerschaft mit dem Amt für den Arbeitsmarkt trug er zur Entwicklung der Bekämpfung der Schwarzarbeit in unserem Kanton bei. Heute führt der Freiburgische Kontrollverband (FKV) mit 4 Vollzeitäquivalenten jährlich über 500 Kontrollen aus. Mehrere paritätische Kommissionen des Baunebengewerbes haben den FKV mit Kontrollen auf den freiburgischen Baustellen beauftragt, um die Arbeitsbedingungen zu überprüfen. Als letzter Auftrag übergab die Suva den Inspektoren die Überprüfung der Arbeitssicherheit auf den Baustellen.

René Schouwey war stets für die Mitglieder und Nichtmitglieder da, die nach Rat oder Unterstützung suchten. Außerdem konnten mit seiner klugen Auslegung des LMV mehrere Streitigkeiten zwischen Arbeitgebern und Arbeitnehmern beigelegt werden.

Der Freiburgische Baumeisterverband dankt René Schouwey für seinen aufopfernden Einsatz für das Bauwesen und wünscht ihm für seine weitere berufliche Tätigkeit viel Erfolg.

Jean-Daniel Wicht

UN PONT PROVISOIRE SUR LA GLÂNE QUI IRRITE

Mise au point en relation avec l'affaire du pont sur la Glâne à Autigny

Quelle ampleur, les réactions dans la presse concernant la fermeture du pont d'Autigny qui serait, selon toute vraisemblance, due à la rigidité de la Fédération et à son manque de pragmatisme.

Nous pouvons comprendre l'agacement des autorités communales et de la population si des promesses ont été faites de mettre en place un pont provisoire durant les travaux.

En ce qui concerne notre appréciation du problème, il est nécessaire de corriger certains propos erronés ainsi que des interprétations étonnantes, de recadrer le débat et de donner quelques informations sur la situation exacte.

Dans son appel d'offres d'octobre 2010, le Service des ponts et chaussées (SPC) prévoyait la démolition et reconstruction du pont sur la Glâne ainsi que la mise en place d'un pont provisoire en bordure du chantier. Les coûts totaux dépassant le crédit octroyé par le Grand Conseil, le SPC a demandé à l'armée si elle acceptait de construire un pont provisoire. La réponse a été « oui », sous la condition que cela n'entraîne aucune concurrence directe avec le travail des entreprises de construction. La demande formulée à la Fédération Fribourgeoise des Entrepreneurs par le SPC,

le 13 décembre 2011, portait uniquement sur cette problématique. Il y a, à notre avis, indiscutablement concurrence de l'armée, puisque l'on retire une partie du marché aux entreprises pour diminuer les coûts. Il faut savoir que l'armée ne recherche pas du travail pour sa troupe et qu'elle souhaite surtout ne pas se mettre en concurrence avec les entreprises civiles. Les autorités militaires ont mis par ailleurs en place un processus complexe afin d'autoriser des aides ponctuelles à la population. Dans le cadre de ce processus, elles exigent du Maître d'ouvrage de fournir un avis écrit de l'association patronale concernée par les travaux, dans le cas du pont d'Autigny, la Fédération Fribourgeoise des Entrepreneurs. Nous ne nous sommes jamais opposés à la réalisation d'un pont provisoire mais avons simplement émis l'avis que le construire avec des moyens militaires représentait une concurrence envers nos entreprises.

Si des collectivités publiques se mettent, par mesures d'économie, à engager l'armée pour démolir un bâtiment, déménager une école, transporter des matériaux et Dieu sait quoi encore, il ne faudra pas que la population, accompagnée des autorités locales, manifeste devant le siège des entreprises lorsque des patrons devront licencier du personnel. Il s'agit d'être cohérent ! Dans ce sens, notre association représente les entrepreneurs fribourgeois et défend d'abord l'emploi dans notre canton.

Jean-Daniel Wicht



CENTRALISATION DES ACTIVITÉS À COURTEPIN

Que le chemin est long entre la mise sur un plan d'une idée et l'obtention d'un permis de construire

La Fédération voit aujourd'hui le parcours du combattant qu'il faut franchir pour obtenir un permis de construire, le sien, celui qui devrait permettre de déplacer durant l'été les cours de machinistes de Chiemi, commune de Düdingen, sur le terrain de Courtepin. Aujourd'hui, nous ne sommes pas encore propriétaires de la parcelle mise en vente par la société Migrol, car nous n'avons pas pu faire valoir le pacte d'emption lié à l'obtention d'un permis de construire. Bien sûr, cette clause est dans l'intérêt de notre association et pourrait, le cas échéant, être annulée par une décision du comité. L'enquête publique de cette première étape, pour la mise en place de « 4 containers provisoires et d'une grue de chantier » et quelques chemins d'accès en gravier, a vu le dépôt de 8 oppositions de riverains. Des craintes, non fondées à notre sens, sont apparues quant aux éventuelles nuisances sonores et aux pollutions que pourrait engendrer notre centre de formation. Le dossier des plans et les documents annexes ont été remis au Service de l'aménagement et des constructions au début du mois de février de cette année. Actuellement, nous sommes dans l'attente du préavis des services avant que le dossier soit transmis à la préfecture du Lac à Morat. Heureusement, le vendeur, Migrol à Zürich, fait preuve de beaucoup de compréhension à notre égard et nous avons obtenu un report du délai de 3 mois pour faire valoir le pacte d'emption, soit au 30 juin 2013.

suite en page 6

EINE PROVVISORISCHE BRÜCKE ALS STEIN DES ANSTOSSES

Richtigstellung

Klarstellung im Zusammenhang mit der Brücke über die Glaane in Autigny. In Anbetracht des Ausmasses der Reaktionen in der Presse im Bezug auf die Schliessung der Autigny-Brücke, die aller Wahrscheinlichkeit nach auf die Unnachgiebigkeit des Verbands und auf dessen fehlenden Pragmatismus zurückzuschliessen sei.

Wir können die Verärgerung der Gemeindebehörden und der Bevölkerung durchaus verstehen, schliesslich wurde versprochen, während der Arbeiten eine provisorische Brücke zu erstellen.

Bei diesem Problem sind unserer Meinung nach gewisse Falschhäusserungen und erstaunliche Interpretationen richtig zu stellen. Die Debatte muss wieder in den richtigen Rahmen gebracht werden, und es muss über die genaue Lage informiert werden.

In seiner Ausschreibung vom Oktober 2010 sah das Tiefbauamt (TBA) den Abbruch und Neubau der Brücke über die Glaane sowie die Einrichtung einer provisorischen Brücke am Baustellenrand vor. Da die Gesamtkosten den vom Grossrat gewährten Kredit überschreiten, erkundigte sich das TBA bei der Armee, ob sie eine provisorische Brücke erstellen könnte. Die Antwort war positiv, jedoch unter der Bedingung, dass dies zu keiner direkten Konkurrenz mit den Bauunternehmen führt. Die Frage, die das TBA am 13. Dezember 2011 an den Freiburgi-

schen Baumeisterverband richtete, betraf ausschliesslich dieses Problem. Aus unserer Sicht besteht umstritten eine Konkurrenz mit der Armee, da den Unternehmen ein Teil des Marktes entzogen wird, um die Kosten zu senken.

Dazu muss man wissen, dass die Armee für seine Truppe keine Arbeit sucht und dass sie auf keinen Fall in Konkurrenz mit den Zivilunternehmen treten will. Die militärischen Behörden haben übrigens ein komplexes Verfahren eingeführt, um punktuelle Hilfeleistung an die Bevölkerung zu bewilligen. Im Rahmen dieses Verfahrens verlangt sie vom Bauherrn, beim von den Arbeiten betroffenen Arbeitgeberverband eine schriftliche Meinung einzuholen. Bei der Brücke von Autigny ist dies der Freiburgische Baumeisterverband. Wir waren niemals gegen die Erstellung einer provisorischen Brücke, sondern teilten lediglich unsere Meinung mit, dass es für die Bauunternehmen eine Konkurrenz ist, wenn die Armee den Bau übernimmt.

Wenn nun öffentlich-rechtliche Körperschaften beginnen, die Armee mit dem Abbruch eines Gebäudes, dem Umzug einer Schule, dem Transport von Material und Gott weiß noch was zu beauftragen, um Kosten einzusparen, sollte die Bevölkerung dann nicht mit den lokalen Behörden vor dem Sitz der Unternehmen gegen die Entlassung von Personal manifestieren. Man sollte schon ein bisschen kohärent sein! In diesem Sinn vertritt unser Verband die freiburgischen Unternehmer und setzt sich vor allem für die Arbeitsplätze in unserem Kanton ein.

Jean-Daniel Wicht

Centralisation des activités à Courtepin suite de la page 5

Il serait tout de même aberrant que d'ici là nous n'obtenions pas ce permis, vu le peu de consistance des oppositions qui découlent d'une crainte de l'inconnu. Ce terrain, situé en zone artisanale et industrielle, est parfaitement adapté aux besoins futurs de la Fédération et à la formation des professionnels de la construction de notre canton. Nous suivons le dossier et avons bon espoir que le centre soit opérationnel dès la rentrée scolaire 2013-2014 pour la formation de nos machinistes et grutiers à Courtepin. Nous mettons tout en œuvre, avec la commission de bâtisse et les mandataires, afin d'atteindre cet objectif.

Jean-Daniel Wicht



NOUVEAUX DIPLÔMÉS

8 nouveaux entrepreneurs ont reçu leur maîtrise récemment. Nos félicitations vont à nos deux fribourgeois, Frédéric Bapst de Granges-Paccot et René Piller de Neyruz.

Jean-Daniel Wicht

Félicitations à nos membres pour leur fidélité à notre association

25 ANS

- Bernasconi Romandie SA, Sugiez
- Schafer Alfons, Plaffeien

50 ANS

- Costrava AG Hoch und Tiefbau, Flamatt
- Roggo Bauunternehmung AG, Düdingen

75 ANS

- A. Antiglio SA, Fribourg
- Berchier Charly SA, Cugy
- Butty René & Fils SA, Ursy
- Grisoni-Zaugg SA, Bulle

ZENTRALISIERUNG DER TÄTIGKEITEN

Hat man einmal eine Idee aufgeschrieben und einen entsprechenden Plan erstellt, ist es noch ein weiter Weg, bis man die Baubewilligung erhält. Der Verband entdeckt heute den Hindernislauf, den man hinter sich bringen muss, um eine Baubewilligung zu erhalten. Diese Baubewilligung sollte ermöglichen, die Maschinistenkurse im Sommer von Chiemi (Gemeinde Düdingen) auf das Gelände in Courtepin zu verlegen. Wir sind heute noch immer nicht Eigentümer der Parzelle, die von der Migrol zum Verkauf steht, weil wir den Kaufrechtsvertrag, der an den Erhalt einer Baubewilligung gebunden ist, nicht geltend machen konnten. Natürlich ist diese Klausel im Interesse unseres Verbands und könnte gegebenenfalls per Vorstandsbeschluss aufgehoben werden. Die öffentliche Auflage dieser ersten Etappe für das Einrichten von «4 provisorischen Containern und einem Baustellenkran» und einiger Kies-Zufahrtsstrassen führte zu 8 Einsprachen von Anwohnern. Es wird – aus unserer Sicht unbegründeterweise – befürchtet, dass unser Ausbildungszentrum zu Lärmbelästigungen und Verschmutzungen führen könnte. Die Pläne mit den zugehörigen Unterlagen wurden dem Bau- und Raumplanungsamt anfangs Februar dieses Jahres übergeben. Wir warten nun auf das Gutachten der Ämter, bevor die Akte an das Oberamt des Seebezirks in Murten weitergeleitet wird. Glücklicherweise zeigt der Verkäufer, die Migrol in Zürich, viel Verständnis für uns. So erhielten wir eine Fristverlängerung von 3 Monaten bis zum 30.6.2013, um den Kaufrechtsvertrag geltend zu machen. Angesichts der Konsistenzlosigkeit der Einsprachen, die aufgrund einer gewissen Angst vor dem Unbekannten eingereicht wurden, wäre es doch völlig absurd, wenn wir bis dann die Bewilligung nicht erhalten würden. Dieses Gelände liegt in einer Gewerbe- und Industriezone. Es würde den künftigen Bedürfnissen des Verbands gerecht und eignet sich bestens für die Ausbildung



La Fédération Fribourgeoise des Entrepreneurs

recherche pour son département « Marché du travail »

un/e secrétaire patronal/e

Votre rôle consistera en :

- ✓ Gestion administrative et financière d'institutions paritaires de la construction et d'associations patronales ;
- ✓ Contrôle des conditions de travail des entreprises du secteur principal de la construction ;
- ✓ Analyse du marché du travail fribourgeois ;
- ✓ Conseils aux entreprises dans le domaine de la compréhension des conventions collectives de travail et des assurances sociales.

Votre profil pour assumer ce poste à responsabilités :

- ✓ Technico-commercial avec plusieurs années d'expérience ;
- ✓ Personne dynamique, organisée et autonome ;
- ✓ Connaissances confirmées du secteur de la construction ;
- ✓ Bilingue français – allemand ;
- ✓ Maîtrise des outils informatiques ;
- ✓ Connaissances des assurances sociales et de la convention collective du secteur principal de la construction seraient un avantage.

Entrée en fonction : à convenir

Lieu de travail : Givisiez

Les personnes intéressées sont priées d'adresser leur dossier de candidature complet jusqu'au 5 avril 2013 à l'adresse suivante :

Fédération Fribourgeoise des Entrepreneurs

Rte André Piller 29
Case postale
1762 Givisiez

Pour d'éventuels renseignements complémentaires, prière de contacter Monsieur Jean-Daniel Wicht au 026 460 80 20.

der Berufsleute des Bauwesens unseres Kantons. Wir verfolgen die Sache weiter und sind zuversichtlich, dass unser Zentrum per Schuljahresbeginn 2013-2014 für die Ausbildung unserer Maschinisten und Kranführer in Courtepin betriebsbereit ist. Zusammen mit der Baukommission und den Auftragnehmern setzen wir alles daran, dieses Ziel zu erreichen.

Jean-Daniel Wicht

Un tout grand merci à nos fidèles annonceurs et sponsors !

OSEZ LE PERMIS F !

Main d'œuvre étrangère – Depuis 6 ans, les détenteurs d'un permis F ont un accès facilité à la formation et au marché du travail. Pourtant, c'est un fait encore peu connu des employeurs. L'Etat de Fribourg s'engage dans cette voie et soutient la démarche d'intégration de ces personnes

Dans le canton de Fribourg environ 500 étrangers et étrangères portent ce titre de séjour et sont potentiellement actifs. Jeunes, la moitié a moins de 25 ans, c'est une force vive qui a de la peine à s'insérer sur le marché du travail ou à trouver une place d'apprentissage pour cause d'un permis méconnu qui rebute souvent les employeurs potentiels. Pourtant, ces jeunes sont flexibles et vraiment motivés ! Le permis F ? L'étranger qui le porte est dit « admis provisoirement en Suisse ». Provisoire, ça veut dire combien de temps ? Malgré son nom, le permis F est un permis stable. Il est octroyé pour 12 mois et peut être renouvelé d'année en année, comme un permis B. Dans les faits, ces personnes restent de nombreuses années en Suisse, voire toute leur vie. La formation et le travail sont pour elles le meilleur moyen de s'intégrer. Pourtant, le spectre des renvois soudains de travailleurs étrangers, quand bien même leurs patrons étaient prêts à les garder, ressurgit : ce genre de situations est-il amené à disparaître ?

Stabilité et facilité d'accès au marché du travail

Oui ! Ce temps est bel et bien révolu. En effet, avec la nouvelle Loi fédérale sur les étrangers et la Loi révisée sur l'asile, les employeurs et entrepreneurs qui désirent engager ou former des permis F ont la possibilité de le faire de manière facilitée.

Les démarches sont simplifiées et surtout plus rapides : il suffit à l'employeur intéressé d'envoyer le formulaire habituel d'une page au Service de la population et des migrants (SPoMi – téléchargeable depuis leur site Internet, voir ci-dessous) pour se voir délivrer ensuite en quelques jours l'autorisation de travail en bonne et due forme. Concrètement, la démarche est la même que pour une personne détentrice d'un permis B, mais les émoluments sont bien moins élevés ! Au besoin, le SPoMi se tient à disposition pour tout complément d'information, y compris en ce qui concerne les contrats d'apprentissage. Cet accès libre au marché du travail participe à la promotion de l'intégration des étrangers qui résident en Suisse. Un emploi ou un apprentissage sont d'excellents moyens pour parfaire leur connaissance du français ou de l'allemand, améliorer leurs compétences professionnelles et participer à leur société d'accueil. Cette démarche d'intégration est la promesse de s'en sortir et de faire vivre dignement sa famille. Une bonne intégration, durable, signifie une vie plus stable et plus sûre. Prêt à l'emploi ?

On comprend pourtant les réticences de certains employeurs car le monde du travail suisse a ses propres règles, son propre rythme : les personnes détentrices d'un permis F y sont-elles préparées ? Réponse affirmative ! La stratégie cantonale pour l'intégration des personnes admises provisoirement et des personnes réfugiées commence déjà en amont. Elle se poursuit ensuite durant tout le processus d'engagement et même après l'embauche. Dans ce but, les Conseillers en intégration spécialisés d'ORS Service AG et de Caritas Suisse (voir ci-dessous) mobilisent un catalogue de mesures spécifiques validé par le Service cantonal de l'action sociale. Celles-ci permettent de préparer les personnes détentrices d'un

permis F au monde du travail suisse. Cours de langue intensifs et adaptés, mesures de promotion des compétences professionnelles, techniques de recherche d'emploi, organisation de stages en entreprises : l'action est ciblée au plus près des besoins de cette population et de leurs futurs employeurs.

Les résultats engrangés et notre participation à l'édition 2013 du Forum des métiers Start ! nous montrent que nous allons dans la bonne direction. Pourtant, avec les tensions actuelles sur le marché de l'emploi, l'intégration des permis F ne peut être réussie qu'avec un partenariat fort avec les acteurs du monde économique. Les Conseillers en intégration mèneront très prochainement une action spéciale dans ce but : faites leur bon accueil et osez un stage !

Etienne Guerry
Coordinateur pour les tâches d'intégration
et d'insertion LASI/LASOC
Service de l'action sociale

,

**ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG**
WWW.FR.CH

Informations

Service de la population et des migrants (SPoMi)

026 305 15 12 - www.fr.ch/spomi

ORS Service AG

Conseil spécialisé en intégration
026 425 41 41

Caritas Suisse

Conseil spécialisé en intégration
026 425 81 00



BETON CENTRE SA FRIBOURG

WAGEN ETWAS ZU TUN - AUSWEIS F

Ausländische Arbeitskräfte – Seit sechs Jahren haben Personen mit Ausweis F einen einfacheren Zugang zum Arbeits- und Ausbildungsmarkt. Doch in Sachen Informationsarbeit bleibt noch einiges zu tun, denn viele Arbeitgeber wissen dies noch gar nicht. Der Staat Freiburg macht sich deshalb für die Integration dieser Personen stark.

Gegenwärtig leben im Kanton Freiburg ca. 500 Ausländerinnen und Ausländer mit Ausweis F, allesamt potentielle Arbeitskräfte: jung – die Hälfte ist unter 25 – dynamisch, motiviert und flexibel. Weil ihr Ausweis bei den Arbeitgebern nur wenig bekannt ist und diese oftmals sogar abschreckt, haben sie jedoch Mühe, sich einen Ausbildungsplatz zu finden oder auf dem Arbeitsmarkt einzugliedern. Ausweis F? Personen, die diesen Ausweis tragen, gelten als «vorläufig in der Schweiz aufgenommen». Vorläufig, was heißt das genau? Obwohl die Beschreibung etwas anderes vermuten lässt, ist der Ausweis F ein stabiler Ausweis. Er wird für 12 Monate erteilt und kann jeweils um 12 Monate verlängert werden, genau wie ein Ausweis B. Die Realität sieht so aus, dass diese Personen oftmals jahrelang in der Schweiz bleiben, manchmal sogar ein Leben lang. Die Ausbildung und die Arbeit sind die besten Mittel zur Ihre Integration. Trotzdem taucht das Schreckensszenario immer wieder auf: Die ausländische Arbeitskraft wird weggewiesen, obwohl der Arbeitgeber sie eigentlich behalten wollte. Ist damit bald Schluss?

Stabilität und einfacher Zugang zum Arbeitsmarkt

Ja! Diese Zeiten sind vorbei. Mit dem neuen Bundesgesetz über die Ausländerinnen und Ausländer und dem revidierten Asylgesetz können nämlich Arbeitgebende und Unternehmende, die eine Person mit Ausweis F ausbilden oder anstellen möchten, dies ohne gros-

sen Aufwand tun. Heute laufen die Verfahren einfacher und vor allem schneller ab: Der interessierte Arbeitgeber braucht dem Amt für Bevölkerung und Migration (BMA) nur ein Formular zuzuschicken (1 Seite – herunterzuladen auf der Website des BMA, Adresse im Anschluss) und ein paar Tage später erhält er schon die Arbeitsbewilligung. Das Verfahren ist im Prinzip dasselbe wie bei den Personen mit Ausweis B aber die Verwaltungsbüchern sind viel billiger. Sollten Sie Fragen haben, gibt das BMA gerne Auskunft, auch in Bezug auf Lehrverträge.

Der freie Zugang zum Arbeitsmarkt fördert die Integration von in der Schweiz wohnhaften Ausländerinnen und Ausländern. Eine Arbeit oder eine Lehrstelle sind ausgezeichnete Möglichkeiten, um Französisch- oder Deutschkenntnisse zu perfektionieren, die beruflichen Fähigkeiten zu verbessern und am Gesellschaftsleben teilzunehmen. Diese Integrationsmaßnahme ist ein Versprechen darauf, mit dem Alltag fertig zu werden und der Familie ein würdiges Leben zu ermöglichen. Eine gute und dauerhafte Integration bedeutet auch ein stabileres und sichereres Leben.

Betriebsbereit?

Natürlich ist eine gewisse Zurückhaltung bei den Arbeitgebenden verständlich, denn die Schweizer Arbeitswelt hat ihre eigenen Regeln, ihren eigenen Rhythmus: Sind die Personen mit Ausweis F denn auch genügend vorbereitet?

Richtig! Dank der kantonalen Strategie für die Integration von vorläufig Aufgenommenen und Flüchtlingen, packt sie die Sache an der Wurzel an. Dann führt sie während des ganzen Prozesses der Anstellung und auch nachher weiter. Absichtlich stellen die Integrationsberaterinnen und -berater der ORS Service AG und Caritas Schweiz einen Katalog, welcher vom Kantonalen Sozialamt anerkannt ist, mit spezifischen Integrationsmaßnahmen bereit. Dank diesen Massnahmen werden Personen mit Ausweis F optimal auf die Schweizer Arbeitswelt vorbereitet: intensive und zweckmässige Sprachkurse, Massnahmen zur Förderung der beruflichen Fähigkeiten, Methoden für die

Arbeitssuche, Unternehmenspraktika – alles ist genaustens auf die Bedürfnisse dieser Personen und diejenigen ihrer zukünftigen Arbeitgeber abgestimmt. Die guten Ergebnisse und unsere Teilnahme zum letzten Start! Forum der Berufe zeigt, dass wir die richtige Richtung verfolgen. Wegen der aktuellen angespannten Situation des Arbeitsmarkts, kann die Integration der Personen mit Ausweis F nur mit einer starken Partnerschaft mit den Wirtschaftsakteuren erfolgreich sein. Die Integrationsberaterinnen und -berater werden diesbezüglich bald eine Sonderaktion durchführen: Heissen Sie sie willkommen und wagen Sie den Sprung zum Praktikumsangebot!

Etienne Guerry
Koordinator für Integrations- und Eingliederungsaufgaben AsylG/SHG
Kantonales Sozialamt



NOUVEAU

NEU

Gaz techniques Gaz frigorigènes Gaz propane	Technische Gase Kältemittel Propan
Conditions attractives	Attraktive Konditionen
<p>Commerce de fer fribourgeois SA</p> <p>Rue de Lausanne 85 Route des Daillettes 13-15 026/351 67 67 1701 Fribourg 026/422 77 17</p>	

SOUS-TRAITANCE, LE POINT

La nouveauté

Le 14 décembre 2012, le Parlement a modifié la Loi sur les travailleurs détachés, plus particulièrement son article 5. Celui-ci prévoit notamment que l'entrepreneur contractant réponde civilement du non-respect des salaires minimaux ainsi que des conditions de travail par son sous-traitant et ceux qui lui succèdent. Cependant, sa responsabilité ne sera engagée que si l'on n'est pas parvenu à la faire endosser au sous-traitant fautif ou s'il n'était pas possible de le poursuivre. L'entrepreneur doit pouvoir se décharger de cette responsabilité en apportant la preuve qu'il a agi avec soin et diligence.

La date d'entrée en vigueur de la nouvelle responsabilité des sous-traitants n'est pas encore connue. Actuellement, un groupe de travail, auquel la Société Suisse des Entrepreneurs est intégrée, prépare les dispositions d'exécution.

La situation législative à ce jour

Jusqu'à l'entrée en vigueur de ces modifications, ce sont les dispositions actuelles de l'article 5 de la Loi sur les travailleurs détachés qui s'appliquent. Celui-ci impose à l'entrepreneur d'obliger ses sous-traitants, par voie contractuelle, à respecter les salaires et les conditions de travail définis dans les conventions collectives ainsi que les diverses législations sur le travail.

Comment prévenir les risques

Les modalités d'application de la législation n'étant pas encore connues, il n'est pas possible de rédiger des contrats types. Par contre, il est recommandé de choisir soigneusement ses sous-traitants et de prendre un certain nombre de précautions. Un contrat écrit devra être conclu, imposant le respect de la CN et, entre autre, la législation sur les accidents ainsi

que les directives de la Suva en matière de prévention des accidents et la mise en oeuvre des mesures de sécurité et de protection de la santé. Si le sous-traitant est un indépendant, inscrit ou non au Registre du Commerce en raison individuelle, il doit fournir la preuve de son statut (délivrée par les caisses de compensation et la Suva) et démontrer qu'il a payé ses cotisations aux différentes institutions sociales.

Ceci ne devrait pas être demandé uniquement à la conclusion du contrat, mais également avant le paiement de la facture finale. Ainsi, si des cotisations découlant de l'exécution du contrat de sous-traitance seraient impayées, l'entrepreneur pourra demander que les montants exigibles soient garantis, ou les payer directement à la Suva ou à la caisse AVS avec effet libéatoire, puis déduire ces versements de la rémunération du sous-traitant.

Les règles de l'administration fédérale des contributions (AFC) relatives à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) feront aussi partie intégrante du contrat. Une attestation démontrant que la qualité d'entrepreneur du sous-traitant est reconnue par l'AFC peut aussi être exigée. Il est aussi indiqué d'inscrire une clause prévoyant que la sous-traitance de travaux est soumise à l'approbation écrite de l'entrepreneur.

Aide aux entreprises

La Commission Professionnelle Paritaire Fribourgeoise du secteur principal de la construction (CPPF), par son Bureau d'application, a décidé d'intensifier ses contrôles auprès des entreprises de ferrailage travaillant régulièrement en sous-traitance pour les membres de la Fédération Fribourgeoise des Entrepreneurs (FFE). La CPPF va solliciter les entreprises afin qu'elles transmettent les coordonnées de leurs sous-traitants habituels dans le but de diligenter rapidement les vérifications prévues. Les partenaires sociaux (FFE,

Unia et Syna) étudient aussi la possibilité d'introduire un badge obligatoire pour tous les ouvriers travaillant sur les chantiers. Si ce projet devait aboutir, l'ensemble des contrôles en serait grandement facilité.

René Schouwey

SUBUNTERNEHMER, DER PUNKT

Was neu ist

Am 14. Dezember 2012 änderte das Parlament das Entsendegesetz, genauer gesagt den Artikel 5. Dieser sieht namentlich vor, dass der Erstunternehmer zivilrechtlich haftbar ist, wenn sein Sublieferant und dessen eigene Sublieferanten die Mindestlöhne und die Arbeitsbedingungen nicht einhalten. Er haftet jedoch nur, wenn es nicht möglich war, die Haftung dem fehlbaren Sublieferanten aufzuerlegen oder gegen ihn vorzugehen. Der Unternehmer kann sich dieser Verantwortung entledigen, indem er beweist, dass er mit aller Sorgfalt gehandelt hat.

Man weiss noch nicht, wann die neue Verantwortung der Sublieferanten in Kraft tritt. Zurzeit bereitet eine Arbeitsgruppe, in welcher auch der Schweizerische Baumeisterverband integriert ist, die Ausführungsbestimmungen vor.

Die heutige Gesetzeslage

Bis zum Inkrafttreten dieser Änderungen gelten weiterhin die heutigen Bestimmungen des Artikels 5 des Entsendegesetzes. Gemäss diesem Artikel muss der Unternehmer seine Sublieferanten vertraglich dazu verpflichten, die in den Gesamtarbeitsverträgen festgelegten Löhne und Arbeitsbedingungen sowie die verschiedenen Arbeitsgesetzgebungen einzuhalten.

Fabrique de produits en béton et simili



A. HELFER SA
Rte des Chênes 46 - 1727 Corpataux
Tél. 026 460 72 72 - Fax 026 466 68 67

LEVA CORBIERES SA
Rte des Echampis 3 - 1647 Corbières
Tél. 026 915 15 45 - Fax 026 915 14 06

centre RIESEN


Service tuyaux / Schlauchservice
1701 Fribourg, Tél. 026 460 86 00

Debrunner Acifer

klöckner & co multi metal distribution

Le partenaire de l'entrepreneur pour
Aciers d'armature, treillis, préfabrication et accessoires d'armature, aciers,

Route du Tir Fédéral 14
1723 Givisiez
tél. 026 460 23 18
fax 026 460 22 51



Wie kann man den Risiken der Vergabe von Unteraufträgen vorbeugen

Da die Anwendungsmodalitäten der Gesetzgebung noch nicht bekannt sind, kann man noch keine Musterverträge verfassen. Es wird jedoch empfohlen, seine Sublieferanten sorgfältig auszuwählen und gewisse Vorkehrungen zu treffen. Es muss ein Vertrag abgeschlossen werden, der die Einhaltung des LMV und unter anderem der Unfallgesetzgebung sowie der Suva-Richtlinien zur Unfallverhütung und die Umsetzung der Sicherheitsmaßnahmen und des Gesundheitsschutzes vorschreibt. Ist der Subunternehmer als Selbständigerwerbender tätig – sei er nun im Handelsregister als Einzelfirma eingetragen oder nicht – muss er den Beweis für seinen Status erbringen (Ausstellung durch die Ausgleichskassen und die Suva) und beweisen, dass er seine Beiträge an die verschiedenen Sozialinstitutionen einbezahlt hat.

Dies sollte man nicht nur bei Vertragsabschluss verlangen, sondern auch vor der Begleichung der Endrechnung. So kann der Unternehmer bei ausstehenden Beiträgen, die aus der Ausführung des Subunternehmervertrags hervorgehen, verlangen, dass die fälligen Beträge gesichert werden oder sie direkt mit befreiernder Wirkung an die Suva oder an die AHV-Kasse einzahlen, und diese Zahlungen dann vom Entgelt des Subunternehmers abziehen.

Auch die Regeln der Eidgenössischen Steuerverwaltung (ESTV) für die Mehrwertsteuer (MWST) sind fester Bestandteil des Vertrags. Es kann auch eine Bescheinigung verlangt werden, dass der Subunternehmer von der ESTV als Unternehmer anerkannt ist. Außerdem ist es angebracht, in einer Klausel festzuhalten, dass die Weitergabe von Arbeiten der schriftlichen Zustimmung des Unternehmens bedarf.

Initiative, um den Unternehmen zu helfen

Die Freiburgische Paritätische Berufskommission des Bauhauptgewerbes (FPBK) hat über ihr Vollzugsbüro beschlossen, verstärkt Kontrollen bei den Armie-

rungsunternehmen durchzuführen, die regelmäßig als Subunternehmen für die Mitglieder des Freiburgischen Baumeisterverbandes (FBV) tätig sind. Die FPKB wird die Unternehmen bitten, die Kontaktaten ihrer gewohnten Subunternehmer anzugeben, um die vorgesehenen Überprüfungen rasch durchzuführen. Die Sozialpartner (FBV, Unia und Syna) erwägen auch die Möglichkeit, für alle Arbeiter auf den Baustellen einen obligatorischen Ausweis einzuführen. Sollte dieses Projekt zustande kommen, würde dies alle Kontrollen wesentlich erleichtern.

René Schouwey

START ! 2013, UN SUCCÈS

START ! a fermé ses portes le 3 février 2013, après 6 jours d'exposition. 26'000 personnes ont visité le forum des métiers fribourgeois, un véritable succès. La Fédération était présente et l'intérêt des jeunes pour notre métier et tous ceux présentés montre à l'évidence que cette manifestation est non seulement nécessaire mais incontournable. Pour autant que les autorités continuent à soutenir cet événement, nous serons présents en 2015.

Jean-Daniel Wicht



A tous ses lecteurs,
la Fédération Fribourgeoise
des Entrepreneurs
souhaite d'excellentes
fêtes de Pâques

Der Freiburgische
Baumeisterverband
wünscht allen Lesern
frohe Ostern

LA FFE AU SERVICE D'UNE PROFESSION

DER FBV IM DIENSTE EINES BERUFES



FFE-FBV
Route André Piller 29
1762 Givisiez
Tél. 026 460 80 20
Fax 026 460 80 25
www.ffe-fbv.ch
secretariat@ffe-fbv.ch